CURRICULUM VITAE

Professeur Jean-Marc MOULIN

Professeur des Universités (droit privé) - Université de Perpignan

Membre Conseil d'Académique – Commission Recherche de l'Université de Perpignan Via Domitia

Co-directeur Master Droit des affaires – Université de Perpignan

Président section droit privé (01) UFR droit - UPVD

Expert HCERES

CURSUS UNIVERSITAIRE

Sept. 2011	Professeur des universités
Nov. 2005	Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)
Février 2001	Prix de thèse Albert Wahl 2000 - Chancellerie des Universités de Paris.
Déc. 1999	Doctorat en droit - Université de Paris V – René Descartes, mention Très honorable avec félicitations. Sujet « Le principe d'égalité dans la société anonyme » .
Juin 1994	D.E.A de Droit des Affaires, mention AB, Université de Paris II (Panthéon-Assas).
Juin 1993	Maîtrise de droit des affaires et de fiscalité, mention B et TB, Université de Paris II.
Juin 1992	Licence de droit, mention AB, Université de Paris II.
Juin 1990/91	DEUG de droit, Université de Caen.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES _____

Président section droit privé (01), 2023/...

Expert HCERES, 2022/...

Référent alternance Master droit des affaires, 2022/...

Membre élu du Conseil académique commission « recherche » Université de Perpignan, 2020/...

Membre élu du Conseil d'Administration Université de Perpignan Via Domitia, 2016/2020

Directeur Master 2 Droit des affaires, Université de Perpignan Via Domitia, 2015/2017 et 2021/...

Directeur Département droit des affaires, Université de Perpignan Via Domitia, 2015/2017 et 2021/...

Responsable pédagogique Module « Droit des marchés financiers » DJCE Poitiers, 2012/2022

Directeur DJCE (diplôme de juriste-conseil en entreprises) Université de Caen, 2012/2014.

Directeur Master Gestion d'actifs, Contrôle des risques et Conformité, 2002/2013 (Elaboration de la maquette, recrutement des enseignants, organisation des études, sélection des étudiants, prospection de stages, suivi des stages en entreprises, soutenances de mémoire de fin d'études supérieures) ;

Responsable (initiation, négociation, élaboration) de l'accord de coopération international entre l'Université de Caen Basse Normandie et l'Université Babès-Bolyai de Cluj Napoca (Roumanie), 2005/2013, consistant en l'élaboration d'un Master commun franco-roumain (échange d'enseignants et d'étudiants) et d'échanges Erasmus.

Directeur adjoint Institut Universitaire Professionnalisé Banque Assurance - Université de Caen Basse Normandie de 2002 à 2007 (Assistance du Directeur, représentation aux conseils des directeurs d'UFR de l'Université de Caen et auprès des partenaires, animation de la structure...);

Directeur délégué à la formation continue, Institut Universitaire Professionnalisé Banque Assurance - Université de Caen Basse Normandie de 2002 à 2007 (Prospection de réseaux bancaires, négociation et élaboration des programmes de formation, organisation logistique – sélection des candidats, élaboration des emplois du temps, examens -, accueil et suivi des candidatures spontanées – Congés Individuel de Formation et demandeurs d'emplois, référent auprès des organismes privés et publics payeurs type FONGECIF, référent dans les dispositifs VAP et VAE auprès du SUFOCEP de l'Université,...);

Membre titulaire de la Commission de Spécialistes de Droit Privé – Université Paris IX Dauphine et Paris I Panthéon-Sorbonne de 2004 à 2008.

Membre suppléant de la commission départementale de discipline de l'ordre des experts comptables, Caen (14) -2001/2011.

Membre de COS universités de Paris Dauphine, Paris V René Descartes, Perpignan, Aix-Marseille, Caen... – 2012/...

Expert Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES – Ministère Enseignement Supérieur et de la Recherche)

Membre élu de l'Académie Internationale de Droit Comparé

Invité du Max-Planck Institut Hambourg (partenariat avec le Pr. Dr. Holger Fleischer)

RECHERCHE COLLECTIVE – PARTICIPATION REVUES JURIDIQUES

Chercheur au CDED, Université de Perpignan

Chercheur associé au CDA, Université de Toulouse 1 Capitole.

Titulaire chronique « Finance alternative et durable », Revue de droit bancaire et financier, éditions LexisNexis, depuis 2015.

Co-titulaire, avec K. Deckert, chronique « Régulation des marchés financiers », Revue International des Services Financiers, édition Bruylant Larcier, depuis 2018.

Membre chronique « Droit des sociétés », Gazette Palais, dirigée par Mmes les Professeurs D. Gallois-Cochet et M. Laroche, depuis 2015.

Membre Comité Scientifique Revue Internationale des Services Financiers (RISF), édition Bruylant Larcier.

Mission « Droit et Justice » (GIP), membre du projet de recherche intitulé « L'effectivité des codes de gouvernance d'entreprise – De l'intérêt du droit international pour apprécier l'opportunité d'une réforme législative en France », sous la direction de Mme le Professeure Frédérique Coulée (Paris Sud) et Mme Julia Motte-Baumvol (MCF Paris V), décembre 2014/janvier 2018.

DIRECTION THESE - PARTICIPATION JURYS THESES

Activités doctorales

- Direction de thèses

- « La responsabilité environnementale des entreprises », depuis novembre 2023 par Albane Rudeau.
- « La liberté contractuelle à l'épreuve du contrat de travail », depuis novembre 2022, par Yaovi Stekpo.
- « Comment lutter contre l'érosion du monopole bancaire », depuis septembre 2019, par M. Pierre-Marie Zra.
- « Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales : étude critique de la nouvelle réforme », depuis septembre 2018, par M. Alimou Diallo.
- « Le financement alternatif de la transition énergétique », depuis septembre 2017, par M. Axel Gasser, contrat doctoral financé par la Région Occitanie et l'UPVD.
- « L'encadrement juridique des transferts de footballeurs professionnels Aspects de droit économique », soutenue par M. Benoît SAIDI, le 3 décembre 2021, Université de Perpignan.
- « Finance islamique : pour une sortie du champ bancaire ? », soutenue par M. Khalid IDRISSI, le 17 novembre 2020, Université de Perpignan.

- « Regards sur les fonctions attribuées au capital social : aspects de droit comparé, droit uniforme de l'OHADA et doit français des sociétés », soutenue par M. Souleymane DIOMANDE, le 5 décembre 2012, Université de Caen.
 - Participation à des jurys de soutenance de thèse
- « L'assurance de protection juridique Contribution à l'évolution du modèle assurantiel de l'accès au droit et à la justice », soutenue le 24 juin 2022 par M. Guillaume BRUNEL, Université de Perpignan *Via Domitia*, sous la direction du Professeur Yves Picod.
- « L'évolution de l'obligation de mise en garde du banquier dispensateur de crédit », soutenue en 2022 part M. Julien Crouzières-Lamur, Université de Perpignan *Via Domitia*, sous la direction du Professeur Yves Picod.
- **« L'abus de droit en matière de restructuration des sociétés Etude de fiscalité »**, soutenue le 11 février 2022 par M. Jean-Bosco NGANHOU, Université de Perpignan *Via Domitia*, sous la direction du Professeur Frédéric Leclerc.
- « Le droit souple en droit financier », soutenue le 15 décembre 2021 par Mme Pauline JOLY, Université de Paris Dauphine (PSL), sous la direction de Mme le Professeur Sophie Schiller, *rapporteur*.
- « La liberté de gestion du dirigeant de société commerciale », soutenue le 14 décembre 2021 par M. Anthony BENOIST, Université de Poitiers, sous la direction de M. le Professeur Eddy Lamazerolles, rapporteur.
- « L'agrément en droit des sociétés », soutenue le 28 novembre 2017 par Mme Armel Le Ruyet, Université de Rennes I, sous la direction de M. le Professeur Nicolas Thomassin, *rapporteur*.
- « Le capital investissement en droit OHADA », soutenue le 9 décembre 2015 par M. Yassine ALLAM, Université d'Aix-Marseille, sous la direction de M. Bastien Brignon, *rapporteur*;
- **« La rémunération des dirigeants sociaux »**, thèse soutenue le 30 novembre 2015 par M. Ammar SHARKATLI, Université de Lille, sous la direction de Mme le Professeur Sophie Schiller, *rapporteur*;
- « L'atteinte à la transparence des marchés financiers : l'exemple du délit d'initié Etude comparée du droit français et du droit libanais », thèse soutenue le 25 septembre 2015 par Mme Majida IBRAHIM, Université d'Aix-Marseille, sous la direction de M. le Professeur Gérard Blanc, *rapporteur* ;
- « Hiérarchie et séparation des pouvoirs dans les sociétés anonymes de type classique », soutenue le 6 décembre 2013 par Mme Nedra ABDELMOUMEN, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Directeur de thèse M. le Professeur Alain Couret ;
- « Le contrat de financement islamique à la lumière du droit français », soutenue le 25 octobre 2013 par Mme Dina ABDEL MONEIM, Université de Montpellier I, Directeur de thèse Mme le Professeur Régine Bonhomme, *rapporteur*;
- **« L'investissement éthique Analyse juridique »**, soutenue le 20 septembre 2013 par Mme Elisabeth FORGET, Université de Strasbourg, Directeurs de thèse Mme le Professeur Isabelle Riassetto (Luxembourg) et M. le Professeur Michel Storck (Strasbourg), *rapporteur*;

- « Le gouvernement d'entreprise dans les sociétés familiales non cotées », soutenue le 21 septembre 2013 par Mme Anthi KITSOU, Université de Strasbourg, Directeur de thèse M. le Professeur Michel Storck ;
- « Le cadre juridique français des opérations de crédit islamique », soutenue le 18 décembre 2012 par M. Ibrahim Zeeyad CEKICI, Université de Strasbourg, Directeurs de thèse Mme le Professeur Isabelle Riassetto (Luxembourg) et M. Francis Messner (Strasbourg); *rapporteur*;
- « Regards sur les fonctions attribuées au capital social : aspects de droit comparé, droit uniforme de l'OHADA et doit français des sociétés », soutenue par M. Souleymane. DIOMANDE en décembre 2012, Université de Caen, Directeur de thèse M. le Professeur Jean-Marc Moulin (Université de Caen) ;
- « La commercialisation des produits financiers et la protection des consommateurs », soutenue le 5 Mars 2012 par Mme Israa BAZZI, Université de Paris I, Directeur de thèse M. le Professeur Alain Couret ;
- « L'application du droit de la concurrence aux droits de propriété intellectuelle », soutenue le 15 décembre 2006, par M. Philippe BONNET, Université de Caen, Directeur de thèse M. le Professeur Christophe Alleaume.

COLLOQUES - DIRECTION - PARTICIPATION - AUTRES MANIFESTATIONS

Intervention au colloque organisée par l'Association Henri Capitant, « L'imprévision et le nouveau droit des obligations », dir. Prof. Y. Picod, A. Ruda et E. Lauroba, journées franco-espagnoles, Perpignan-Gérone, 27 et 28 juin 2022, contribution : « Imprévision et droit financier ».

Intervention au colloque annuel Master droit Bancaire et Financier Paris II, direction **Prof. Th. Bonneau, « La finance verte »**, intervention : **« La gestion d'actif à l'interface de l'information extra-financière »**, Université Paris II Panthéon-Assas, 18 mai 2022.

Conférence, « La réforme de la fiscalité successorale comme outil de justice fiscale », Université de Lyon 3, invitation à l'initiative de M. Georges Cavalier, Directeur Master droit fiscal.

Co-direction, avec le Prof. F. Leclerc, du colloque « L'impact du climat sur les affaires », vendredi 10 juin 2022, Université de Perpignan — CCI Perpignan, contribution : « Le changement climatique et le financement de l'entreprise ».

Participation au colloque « La pérennité de l'entreprise », organisé par Mme Gwenola Bargain et M. Franck Juredieu (IRJI – François Rabelais) Université de Tours, le 2 avril 2021, intervention consacrée au « Le fonds de pérennité ».

Participation au colloque « Les structures individuelles » organisé par le CDA de l'Université de Toulouse 1 Capitole, le 6 mars 2020, intervention consacrée au « Financement des entreprises individuelles », actes publiés dans le numéro 44 de la collection des Actes de colloques de l'Institut Fédératif de Recherche de l'Université Toulouse 1 Capitole.

Conférence « Les innovations de la loi PACTE en matière de gouvernance des sociétés » in Colloque international Mission des entreprises, intérêt social et devoirs des administrateurs : nouveaux enjeux de l'innovation en droit des sociétés », Universités Laval de Québec et de Montréal, direction MM. S. Rousseau et I. Tchotourian, Laval (Québec), 17 octobre 2019.

Conférence « L'endettement, jusqu'où ? », Université de Lyon 3, invitation à l'initiative de M. Georges Cavalier, Directeur Master droit fiscal.

2018

Participation au colloque « La gouvernance d'entreprise – Mise en œuvre et nouveaux enjeux » organisé par le GIP « Mission de Recherche Droit et Justice », la « Plateforme RSE » et « France Stratégie », Ministère de la Justice, Paris, 16 novembre 2018, intervention sur « Transparence et contrôle pour un renouvellement des bonnes pratiques ».

Conférence inaugurale « Les frontières de la RSE », en introduction au colloque intitulé « L'entreprise socialement responsable face à la multiplication des zones frontières » prenant place dans la semaine de la RSE, Université de Laval, Québec, 4 octobre 2018, direction M. le Professeur I. Tchotourian.

Séminaire « La finance alternative en question », Université de Laval, Québec, 3 octobre 2018.

Conférence « L'unité de l'Etat à l'heure du capitalisme financier », dans le cadre du colloque relatif à « L'unité de l'Etat » organisé à l'Université de Perpignan les 27 et 28 septembre 2018, co-direction MM. M. Doat et J. Rios.

Direction scientifique du colloque « L'entreprise face aux défis du numérique », avec MM. S. Chatry et A. Riera, Université de Perpignan, 23 mars 2018, intervention sur le thème « Le numérique et le droit des sociétés », actes à paraître aux éditions Mare et Martin.

Co-direction éditoriale, avec les Professeurs J. Moury et A. Sotiropoulou des **Mélanges en l'honneur du Professeur Alain Couret**, édition Francis Lefebvre, à paraître.

2017

Conférence « La responsabilité environnementale des entreprises », Université de Perpignan, 23 novembre 2017, dans le cadre d'un cycle de conférences organisé par l'école doctorale, direction Prof. Marcel Sousse.

Colloque « Les grandes conclusions du parquet général de la Cour de cassation de 1790 à nos jours », sous la Présidence de M. Jean-Claude Marin, Procureur Général près la Cour de cassation et la direction scientifique de M. Renaud Salomon, Avocat général à la Cour de cassation, intervention sur « Les grandes conclusions en droit commun et en droit spécial des sociétés », avec Mme le Professeur Sophie Schiller.

Colloque « Numérique : nouveaux droits, nouveaux usages », sous la responsabilité scientifique de M. Sylvain Chatry (UPVD), présidence de séance, 10 mars 2017, UPVD, actes publiés chez Mare et Martin.

Colloque « La personnalité morale à l'épreuve des groupes de sociétés : regards croisés », sous la responsabilité scientifique du Professeur Eddy Lamazerolles et Mme Anne Rabreau, Poitiers (colloque annuel DJCE), 15 décembre 2016, intervention sur « Groupes et marchés financiers », actes publiés à Droit et Patrimoine.

Colloque **« 21**^e Journée nationale de l'association H. Capitant », consacrée à **« La violence économique »**, sous la responsabilité scientifique des Professeurs Denis Mazeaud et Yves Picod, Perpignan, 1^{er} avril 2016, intervention sur **« La violence économique et le droit financier »**, actes publiés.

2015

Co-direction scientifique avec le Professeur Jean Prieur du colloque relatif à « La société patrimoniale familiale », CCI de Perpignan, 13 novembre 2015, intervention sur « La résolution des conflits dans l'entreprise familiale patrimoniale », vidéos visibles sur YouTube.

2014

Propos conclusifs au colloque organisé par le barreau de Perpignan et le Réseau Judiciaire Européen en matière Civile et Commerciale (RJECC) relatif à « **Aspects juridiques du droit social et économique transfrontalier** », CCI de Perpignan, 14 novembre 2014.

Propos introductifs au colloque organisé par M. Sylvain Chatry (Université de Perpignan) relatif « La régulation d'internet – Regards croisés de droit de la concurrence et de droit de la propriété intellectuelle », Université de Perpignan, 3 octobre 2014.

Co-direction scientifique avec le professeur Bruno Dondero (Paris I) du colloque « Bilan d'application du Code Afep-Medef de gouvernance des sociétés cotées », Paris, 25 septembre 2014, intervention sur « La force normative du code Afep-Medef ».

Direction scientifique du colloque international « La réception de la Directive crédit hypothécaire du 4 février 2014 », Université de Perpignan, 19 septembre 2014, intervention sur « La financiarisation du marché hypothécaire par la nouvelle Directive », actes publiés à la Revue de Droit Bancaire et Financier 2015, n°2, p. 80.

Co-direction éditoriale avec les professeurs Sophie Schiller et Yves Picod des **Mélanges** en l'honneur du professeur Jean Prieur, LexisNexis 2014.

Participation au colloque « La protection des actifs de l'investisseur », direction scientifique M. le Professeur Thierry Bonneau (Univ. Paris II Panthéon-Assas), Paris, Cour de cassation, 13 février 2014, intervention sur « La prise en compte de l'intérêt des investisseurs dans la politique d'investissement des gestionnaires », colloque de soutien au lancement de la Revue Internationale des Services Financiers, édition Bruylant, qui consigne les actes du colloque.

Participation au colloque international « La protection des investisseurs financiers », direction scientifique Mme le Professeur Maria del Mar Mendez Serrano (Université de Grenade), Grenade, 3 avril 2014, intervention sur « L'information pré-contractuelle de l'investisseur ».

Participation colloque « Les modes alternatifs de financement des entreprises », IAE de l'Université de Caen, 31 mars 2014, coordination IUP Banque, BPI, CCI, intervention sur « La régulation du *crowdfunding* en France ».

Organisation et direction scientifique, avec le Professeur Alain Couret, d'un colloque consacré au « Conseil d'administration des sociétés anonymes », Paris, 19 Septembre 2013, en partenariat avec l'Institut Français des Administrateurs, intervention sur « Un conseil à la recherche d'une plus grande efficacité », actes publiés à la RTD financier 2013, n° spécial.

Intervention au colloque « L'influence des pactes sur la vie sociétaire », organisé par la Fédération Nationale du Droit de l'Entreprise (FNDE) – DJCE des universités, Bordeaux, 7-8 février 2013, intervention sur « Les pactes d'actionnaires saisis par le droit boursier », actes ayant fait l'objet d'un ouvrage.

Intervention au colloque « La spéculation sur les marchés à terme de matières premières agricoles », organisé par le groupe de recherche Lascaux (direction Prof. François Collart-Dutilleul) l'Université de Nantes, Paris, 20 et 21 mars 2013, intervention sur « Peut-on réguler juridiquement la spéculation ? Quelle gouvernance pour les marchés à terme ».

Intervention au colloque « Montages et procédures collectives », organisé par le CRDP Université de Caen, à Caen, le 12 avril 2013, intervention sur « Qu'est-ce qu'un montage ? », actes publiés à la Revue des Procédures Collectives 2013.

Intervention au colloque « Pacte d'associé ou clause statutaire : quel choix pour l'entreprise sociétaire ? », colloque FNDE, Bordeaux, 8 et 9 février 2013, intervention sur « L'incidence du droit boursier sur les pactes d'actionnaires », LexisNexis, p. 95.

- Organisation et direction scientifique d'un colloque dans le cadre du Centre Sorbonne Finance consacré aux « Les mutations du droit de vote dans les sociétés anonymes », Paris, Octobre 2011, Thomson Reuters ; sujet de l'intervention, « Généralités sur le droit de vote », actes publiés à la Revue Trimestrielle de Droit Financier n° 4-2011.
- Organisation et direction scientifique d'un colloque sur « Banques : nouveaux enjeux, nouvelles responsabilités », Université de Caen, 22 octobre, sujet de l'intervention, « La responsabilité des banques en matière de distribution de produits financiers », actes parus à la Revue de Droit Bancaire et Financier, mars/avril 2010.

2011

- 2008 Organisation et présidence d'une conférence sur **« La finance islamique »**, Université de Caen, Basse Normandie, 20 février 2008.
- Organisation d'une conférence sur le thème de « La transmission d'entreprise », en partenariat avec le cabinet KPMG et la CRCI de Basse-Normandie ; sujet de l'intervention, « La transmission à titre onéreux de l'entreprise », 29 novembre 2007.

Conférence sur « La fiducie et les marchés financiers », Cercle Phénix, Paris-Dauphine, 6 décembre 2007.

Organisation d'une conférence sur le thème « Les nouveaux modes de financement des PME-PMI », en partenariat avec le Polytechnicum et le cabinet d'audit KPMG, le 30 mars 2005 à la CCI de Caen. Intervention sur le thème suivant : « Les émissions obligataires dans les Sarl ».

Responsable de deux conférences élaborées par les étudiants de l'IUP Banque Assurance de l'Université de Caen, l'une relative au « Bilan et perspectives en matière de blanchiment d'argent sale » et l'autre relative à « Transmission d'entreprises : enjeux et responsabilités pour les intermédiaires ».

Organisation d'un **salon** le 19 novembre 2004 sur la **micro-finance** à l'Université de Caen et d'un colloque sur le thème « **La micro-finance est-elle efficace ?** », avec l'aide tutorée

d'étudiants de l'IUP Banque Assurance de l'Université de Caen.

2002 Organisation d'une conférence sur le thème de « **L'introduction en bourse du journal Le**

Monde », à l'Université de Caen, novembre 2002.

1998/00 **Création** et direction d'un journal d'informations juridiques, « **Juri-Contact** », avec les

étudiants du DJCE de Caen (400 expl. ; public : avocats, entreprises).

1998/00 Organisation de **conférences** à l'Université de Caen (Loi sur les 35 heures ;

« Brevetabilité » du vivant ; Risque environnemental de l'entreprise).

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Principaux enseignements dispensés

Droit des sociétés (Licence 3 et Master 2)

Droit du financement (Master 2)

Modes alternatifs de règlement des conflits (Master 2)

Droit de l'arbitrage (Master 2)

Ethique et finance (Master 2)

Finance islamique (Master 2)

Droit bancaire et du crédit (Master 1)

Droit des marchés financiers (Master 2)

Droit de la gestion de patrimoine (Master 2)

Corporate Governance (cours en anglais – Master 2 et LL-M)

Pédagogie innovante

Initiation et direction scientifique du MOOC « Aspects juridiques de la création d'entreprises innovantes », coproduction UPVD-COMUE Languedoc Roussillon ; auteur des semaines 1 (aspects juridiques, fiscaux et sociaux de l'entreprise individuelle) et 5 (financement de la société) ; accessible sur la plateforme FUN MOOC du GIP du Ministère de l'Enseignement Supérieur. MOOC repris en 2017/2018 par le Collège doctorale de la COMUE de Languedoc-Roussillon (cours.college-doctoral.fr). Acheté par la CIC du Luxembourg au titre d'un partenariat avec FUN-MOOC. Repris par le Ministère de l'Enseignement Supérieur en 2023.

Principaux emplois occupés

<u>Principaux emplois occupés</u>	
2022/	Master 2 Droit bancaire et financier, Faculté de droit de Toulouse 1 Capitole, « Finance durable »
2018/	Master 2 Droit de la gestion de patrimoine, Faculté de droit de Toulouse 1 Capitole, « Transmission d'entreprise » et « Valeurs mobilières ».
2017/2018	Master droit des affaires, Faculté de droit de Nîmes, « droit bancaire ».
2014/2018	Master Program LL-M, Faculté de droit Université Babès-Bolyai, Cluj Napoca – Roumanie
	Master droit de la gestion de patrimoine, Université de Montpellier, « Transmission d'entreprise », « Family Buy Out ».
2012/	Master 2 droit du contentieux et Master 2 droit des affaires, Université de Perpignan, « Modes alternatifs de règlement des conflits en droit des affaires » et « Gouvernement d'entreprise ».
	Master 2 droit des affaires – DJCE, Université de Caen et Poitiers, « Droit des marchés financiers » et « <i>Corporate Governance</i> ».
2011/2013	Master 2 Recherche, Droit privé général, Université de Nantes, « Rayonnement du droit civil au sein du droit des sociétés ».
	Master 2 Professionnel, Droit pénal Financier, Université de Cergy Pontoise, « La finance islamique ».
2006/2014	Conférencier universitaire à l'Université des Sciences Economiques de l'Université de Cluj Napoca (Roumanie), Droit commercial.
2004/2007	Enseignant au Centre de Formation des Cadres (CFC) dans le cadre d'un partenariat IUP Banque Assurance - Université de Caen/ ESG Maroc.
2002/2013	Maître de Conférences puis professeur de droit privé, IUP Banque Assurance, Université de Caen, cours de droit des sociétés, de droit des marchés financiers, de création

Intervenant dans la Couveuse d'entreprises – UFR Sciences Economiques - Université de Caen / Coordinateur du module droit.

d'entreprise, d'organisation patrimoniale du dirigeant d'entreprise.

Ouvrages

Ouvrage « Finance durable », co-direction avec les professeurs S. Schiller et M. Nussenbaum de l'Université Paris Dauphine, éd. LexisNexis, mars 2024,938 pages, rédaction du chapitre introductif (« Présentation du cadre réglementaire de la finance durable », pp. 15 à 164) et co-rédaction avec le Professeur Véronique Magnier du chapitre « Gouvernance des sociétés et concept de durabilité », pp. 271 à 326.

Manuel « Droit de l'ingénierie financière », édition Gualino, 5 éditions seul jusqu'en 2015 puis avec le Professeur Jean-Christophe Pagnucco à compter de la 6^{ème} édition parue en 2022, 580 pages.

Mémento « Droit des Sociétés », édition Gualino, 17ème édition, 2023, 305 pages.

Ouvrage collectif, "Regulation on European crowdfunding service providers for business: a commentary", Dir. Pr. Eugenia Macchiavello, University of Genoa, ed. Edward Elgar, 2022, contribution: « Crowdfunding in France after the adoption of the European Regulation on crowdfunding service providers", Chapter 42.

Direction scientifique ouvrage collectif « Entreprises patrimoniales et droit des sociétés », éd. Gualino 2022, avec Pr. S. Schiller, Pr. J. Prieur et C. Caraux.

Direction scientifique ouvrage collectif « La finance numérique », éd. EFE 2021, avec G. Bouillet-Cordonnier, M. Quiniou et A. Gasser, 256 pages.

Ouvrage collectif « La pérennité de l'entreprise », dir. G. Bargain et F. Juredieu, éd. LexisNexis 2022, Hors collection, contribution : « Le fonds de pérennité ».

Co-direction scientifique ouvrage collectif « Pactes d'actionnaires et privilèges statutaires », éd. EFE 2020, 255 pages, avec G. Bouillet-Cordonnier, M.-A. Godot-Sorine et Pr. E. Lamazerolles, premier ouvrage juridique français à proposer des modèles de pactes et de privilèges digitalisés, personnalisables et accessibles au moyen d'un QR code (*legal tech*), rédaction de la partie II consacrée aux privilèges statutaires, pp. 115-199.

Ouvrage « Fusion, scission et apport partiel d'actif », Dalloz 2020, coll. Dallozcorpus, avec C. Cathiard et J.-L. Navarro, 224 pages.

Ouvrage collectif « Droit économique et droit de l'environnement », Dir. M. Sousse, édition Mare et Martin, 2020, rédaction chapitre « La responsabilité environnementale des entreprises », pp. 53-76.

Direction scientifique ouvrage collectif « L'entreprise face aux défis du numérique », éditions Mare et Martin 2019, 216 pages, rédaction du chapitre « Numérique et droit des sociétés », pp. 15-40.

Direction scientifique ouvrage collectif « Droit de la finance alternative », édition Bruylant, 2017, 510 pages, rédaction du chapitre **« Le financement participatif ou** *crowdfunding* **»**, 52 pages.

Ouvrage collectif « Les grandes conclusions du parquet général de la Cour de cassation », édition Panthéon Assas 2017, sous la direction de M. Renaud Salomon, « Les grandes conclusions en droit commun et droit spécial des sociétés », pp. 551 à 570 et 605 à 639.

Ouvrage collectif « La violence économique », direction scientifique MM. les Professeurs Yves Picod et Denis Mazeaud, Association Capitant, Journées Nationales, t. XXI, Perpignan, Dalloz 2017, rédaction chapitre **« Violence économique et droit financier »**, pp. 95 à 109.

Manuel « Droit des sociétés », édition Gualino, 3ème édition, 2013, 520 pages.

Ouvrage « Exercices corrigés de droit des sociétés », LGDJ, 4ème édition, 2014.

Ouvrage « L'introduction en bourse », avec S. Campart, édition AFNOR/ NetPME, 2015.

Ouvrage « La location des actifs professionnels », édition AFNOR/NetPME, 2012.

Ouvrage « Transmettre son entreprise », édition AFNOR/NetPME, 2011.

Ouvrage « Le patrimoine du dirigeant », édition AFNOR/NetPME, 2011.

Ouvrage « Le principe d'égalité dans la société anonyme », édition Transactive, 2001 (www.Droit21.com).

Articles et monographies

- 2024 Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de Droit Bancaire et Financier, LexisNexis, 6 numéros/an (« Les labels financiers durables font peau neuve », « L'information extra-financière se précise »).
- 2023 « Renforcement de l'encadrement des PSAN », RD banc. et fin., mars 2023, comm. n° 63
 - « Imprévision et droit financier » in ouvrage collectif sous la direction scientifique de M. le Professeur Yves Picod, Association Capitant, Journées Nationales, t., Perpignan, Dalloz 2023, pp.
 - « L'irrésistible ascension de la « RSE » (premières vues sur la directive CSRD), Rev. Droit banc. et fin., n° 1, 2023, étude 1.
 - **« La commercialisation des produits financiers durables »**, Banque & Droit, n° 207, janv.-fév. 2023, pp. 8 à 17.
 - **« Concurrence et services financiers »**, dossier RISF, coordination avec Pr. Anne-Claire Rouaud, rédaction de l'introduction, n°2, 2023.

Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de Droit Bancaire et Financier, LexisNexis, 6 numéros/an, (« Classification des fonds et éco-blanchiment : l'AMF lance une proposition pour plus de rigueur », « Meilleurs vœux durables...sans greenwashng », « Finalisation de l'intégration des préférences des investisseurs en termes de durabilité dans les tests d'adéquation », « Finance à impact », « Classification des fonds et éco-blanchiment : l'AMF lance une proposition pour plus de rigueur et d'exigence dans la classification « SFDR » des fonds », « Renforcement de l'encadrement des Prestataires de Services sur Actifs Numériques », « Plan de vigilance : une décision en attendant...la directive européenne », « Dénomination des fonds durables : vers un nouveau serpent de mer européen ? », « Adoption du premier jeu de normes ESRS par la Commission européenne », « Nouveau « paquet » finance durable de la Commission européenne », « AMF-Finance durable », « La commission « Climat et finance

durable » de l'AMF se prononce en faveur du say on pay », « Classification des fonds en vertu du Règlement SFDR : les doutes persistent en dépit d'une lecture plus libérale »).

« La gestion d'actifs à l'interface de l'information extra-financière » (cadre juridique interne de la finance durable), RD banc. et fin., septembre 2022, dossier n° 41.

Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de Droit Bancaire et Financier, LexisNexis, 6 numéros/an (« Les préférences de durabilité du client investisseur », « La charte du financement à impact », « La finance durable en quête de sens », « Le suivi des engagements climatiques des sociétés financières et non financières », « Le cadre juridique français du financement participatif s'adapte après l'adoption du Règlement européen relatif aux Prestataires de Service de Financement Participatif », « L'adoption de l'acte délégué incluant le nucléaire et le gaz parmi les activités économiques considérées comme participant à la lutte et l'atténuation du réchauffement climatique »).

- 2021 « Finance durable : attention aux corrections », RISF n° 3/21, p. 3.
 - « Les entreprises face au défi (enthousiasmant) du risque environnemental », BJS 2021, n° 7-8, p. 6.
 - « Plaidoyer en faveur d'un véritable label financier environnemental européen », BJB 2021, n° 2, pp. 62-68.

Initiation et direction du dossier « La finance au service de quelle transition climatique ? », Revue Internationale des Services Financiers, 2020/4, pp. 9-79, rédaction de l'introduction.

Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de Droit Bancaire et Financier, LexisNexis, 6 numéros/an (« Projet de loi « Climat et résilience », « Le label « Relance », « Le processus d'extension de l'écolabel européen aux produits financiers durables se poursuit », « la notion d'investissement à impact se précise », « Premier acte délégué relatif à la taxinomie européenne des activités durables », « Publication du décret relatif aux modalités de prise en compte dans la politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance et sur les moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique »).

- w Les zones frontières de l'entreprise socialement responsable » in « Mélanges en l'honneur du Professeur Alain Couret », éd. Francis Lefebvre-Dalloz, 2020, pp. 161-185.
 - « Le marché européen du financement participatif accède à la vie juridique », Bull. Joly Bourse 2020, n° 6, pp. 16-23.
 - « La responsabilité environnementale des entreprises » in « Droit économique et droit de l'environnement », ouvrage collectif sous la direction du Pr. Marcel Sousse, Mare et Martin 2020, pp. 53-76.
 - « La clause de substitution dans les actes passés au nom d'une société en formation », Gaz. Pal., « Chron. Droit des sociétés », 29 septembre 2020, n° 33, pp. 46-48.

Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de droit bancaire et financier, LexisNexis, 6 numéros/an, (Consultation sur la stratégie renouvelée en matière de finance durable, Adoption du Règlement « Taxinomie », Modification du référentiel du label ISR, Vers un marché européen des obligations vertes, Transition économique décarbonée des TPE et PME, Participation des plateformes de financement participatif au PGE, Révision de la Directive relative à la diffusion d'informations non financières par les grandes sociétés, Gestion d'actifs et finance durable, Pacte Vert pour l'Europe, Prestataire de services sur actifs numériques, Responsabilité sociétale des entreprises).

- 2019 « La place du droit de la consommation dans le cadre d'un crédit octroyé par l'employeur », avec le Pr. Y. Picod, Rec. Dalloz, 2019, 1848.
 - « La réforme du commissariat aux comptes par les lois Pacte et Soilihi », Gaz. Pal., 24 septembre 2019, p. 63-68.

Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de droit bancaire et financier, LexisNexis, 6 numéros/an, (« L'attractivité des produits labellisés « investissement responsable », « Appréciation de l'AMF sur les obligations vertes », « Exposition des banques au risque climatique », « Rapport Quinet sur la valeur carbone en matière de finance climatique », « Feuille de route de l'AMF en matière de finance durable », « Crypto-actifs, réglementation française et européenne », Performances financières et critères ESG », « Les Nations Unies supportent le principes d'une finance responsable », « Précisions sur la notion d'impact pour les fonds ISR », « La loi PACTE organise le régime juridique des ICO's »).

- 2018 **« Droit des sociétés et numérique »** *in* « L'entreprise face aux défis du numérique », Dir. de l'ouvrage, édition Mare et Martin 2018, pp. 15-40.
 - « Les pactes d'actionnaires », fascicule Juris-Classeur Traité, Droit des sociétés, version actualisée et augmentée.
 - **« Le gouvernement d'entreprise »**, fascicule Juris-Classeur Traité, Droit des sociétés, version actualisée et augmentée avec M. C. Galokho.
 - « Financement participatif », création fascicule pour le Dictionnaire Joly Bourse.
 - « Fusions, scissions et apports partiel d'actifs », fascicule Rép. Commercial Dalloz, version actualisée et augmentée.

Chronique de finance alternative et durable (direction), Revue de Droit Bancaire et Financier, LexisNexis, 6 numéros/an, (« Green bonds – Principes des obligations vertes (green loan principles of LMA) », « Protection des investisseurs en matière de financement participatif », « Initial Coin's Offering – Recommandation AMF », « Proposition de règlement européen en matière de finance durable », « Finance catholique - « Oeconomicae et pecuniariae quaestiones » - Vatican »).

w Les grandes conclusions en droit commun et en droit spécial des sociétés », in « Les grandes conclusions du parquet général de la Cour de cassation de 1790 à nos jours, allocution au

- colloque tenu le 14 juin 2017, Grand'chambre de la Cour de cassation, Journal Spécial des Sociétés, mercredi 27 sept. 2017, pp. 3 à 6.
- « La réforme des émissions obligataires », Gaz. Pal., mardi 26 sept. 2017, pp. 55-61.
- **« Retour sur l'obligation de non-concurrence des dirigeants sociaux »**, Gaz. Pal., mardi 20 juin 2017, pp. 60-65
- « Groupes de sociétés et marchés financiers » in « La personnalité morale à l'épreuve des groupes de sociétés », dossier dirigé par Mme Anne Rabreau, colloque annuel DJCE de Poitiers, Revue Droit et Patrimoine, mai 2017, pp. 59-63.
- « Le financement participatif ou *crowdfunding* » *in* « Dossier : le financement participatif ou *crowdfunding* », dossier initié et dirigé par nos soins, rassemblant 13 contributeurs français et étrangers, RISF 2016/4, p. 5.
- « Violence économique et droit financier » in « La violence économique », ouvrage collectif sous la direction scientifique de MM. les Professeurs Yves Picod et Denis Mazeaud, Association Capitant, Journées Nationales, t. XXI, Perpignan, Dalloz 2017, pp. 95-109.

- « Le compte courant d'associé sous l'éclairage des régimes matrimoniaux », in Mélanges en l'honneur du professeur Henri Hovasse, LexisNexis, p. 531.
- « Guider l'investisseur dans le paysage (parfois nébuleux) du financement participatif », Bull. Joly Bourse, 2016, p. 434.
- **« La rémunération des dirigeants sociaux »**, avec B. Dondero et A.-F. Zattara-Gros, Actes pratiques et Ingénierie Sociétaire, n° 150, nov./déc. 2016.
- « Le rachat de ses obligations par une société », avec R. Mortier et F. Martin Laprade, Actes pratiques et Ingénierie Sociétaire, n° 145, janv./fév. 2016.

2015

- « La force normative du code Afep-Medef », in Mélanges en l'honneur du professeur Michel Germain, LexisNexis/Lextenso, p. 597.
- « La financiarisation du marché hypothécaire européen » *in* « La directive européenne relative au crédit hypothécaire », Rev. Dr. banc. fin., mars/avril 2015, p. 81.
- « Obligation de non concurrence et contrats spéciaux d'affaires », direction scientifique, Journal des Sociétés, n° 136, décembre 2015.
- « Chronique de Finance Alternative (direction scientifique) », Rev dr. banc. Fin., janv./fév. 2015, p. 97.

- « Obligation de non-concurrence et droit des sociétés », dossier initié et dirigé par nos soins, Journal Spécial des Sociétés, Décembre 2014, article consacré à « Obligation de non-concurrence et dirigeants sociaux ».
- « Régulation du crowdfunding : de l'ombre à la lumière », Bulletin Joly Bourse, juil./août 2014, p. 356.
- « L'administrateur indépendant dans les sociétés patrimoniales familiales non cotées » in Mélanges en l'honneur du Professeur Jean Prieur, LexisNexis 2014, p. 141
- « Les nouveautés du marché obligataire français », en co-direction avec M.-E. Sébire (associé Francis Lefebvre), Revue de Droit bancaire et financier, janv./février 2014.
- « La prise en compte de l'intérêt des investisseurs dans la politique d'investissement des gestionnaires », Revue Internationale des Services Financiers (*International Review of Financial Services*), n° 2014/1.
- « La rémunération des dirigeants de sociétés Aspects de droit des sociétés » in « La rémunération des dirigeants sociaux » (direction du numéro de la revue), Actes pratiques Ingénierie Patrimoniale, janvier/février/mars 2014.
- « Les fusions et la liberté contractuelle », Mélanges offerts au Professeur Paul Le Cannu, Dalloz/LGDJ, 2014, p. 741.

- « Un conseil à la recherche d'une plus grande efficacité » in « Le conseil d'administration des sociétés anonymes », RTD financier, n° spécial, novembre 2013, p. 78 et Revue Française de Gouvernance d'Entreprise, n° 14, 2015.
- « Le sort de l'ancien dirigeant-associé » in « La transmission d'entreprise à titre onéreux », dossier initié et dirigé sous notre direction, Journal Spécial des Sociétés, mai 2013.
- « La régulation du crowdfunding à la française », RD Banc. fin., juin/juillet/août 2013.
- « L'incidence du droit boursier sur les pactes d'actionnaires » in « Pacte d'associé ou clause statutaire : quel choix pour l'entreprise sociétaire ? », LexisNexis, coll. Actualités de droit de l'entreprise, p. 95.

2012

- « Vingt d'ans d'agences de notation de crédit », Bulletin Joly Bourse, ouvrage collectif, n° spécial, décembre 2012, p. 236.
- « Offres publiques de retrait et retrait obligatoire », fascicule, dictionnaire Joly bourse.

- « La vie des délégations de pouvoirs dans l'entreprise », avec S. Colliot, Bulletin Joly Sociétés, Octobre 2012, p. 745.
- « Générosité et droit des sociétés » in « La société est-elle généreuse ? », dossier initié et dirigé sous notre direction, Journal Spécial des Sociétés, juin 2012.

- « Propos introductifs sur le droit de vote de l'actionnaire » in « Les mutations du droit de vote dans les sociétés anonymes », colloque initié et dirigé sous notre direction, RTD financier, n° 4/2011, p. 5.
- « Les droits des minoritaires et la gouvernance des sociétés non cotées », in « La gouvernance des sociétés non cotées », dossier initié et dirigé sous notre direction, Journal des Sociétés, juin 2011.
- « Fusions, scissions et apports partiels d'actifs », Répertoire Commerciale Dalloz, janvier 2011.

2010

- « Les pactes d'actionnaires », Juris-Classeur Traité, Droit des sociétés, nouvelle version, 2010.
- « Le gouvernement d'entreprise », Juris-Classeur Traité, Droit des sociétés, 2010.
- « La finance islamique : nouveau paradigme de la finance française », publication du Centre de Recherches de Droit Financier, Université Paris I, ouvrage collectif sous la direction de M. le Professeur Alain Couret (Univ. Paris I) et Mme Catherine Malecki (MCF Univ. Paris Sud), Panthéon-Sorbonne et LexisNexis.
- « La responsabilité des banques en matière de distribution de produits financiers », Revue Droit Bancaire et Financier, mars/avril 2010, contribution au colloque organisé sous notre direction « Banques : nouveaux enjeux, nouvelles responsabilités », étude n° 7.
- « Le règlement européen n° 1060/2009 CE du 17 novembre 2009 relatif aux agences de notation », JCP éd E 2010, p. 1522.
- « La finance islamique », Direction dossier spécial, Journal des Sociétés, juillet 2010.

2009

« L'ancien dirigeant », Droit des Sociétés, Actes Pratiques Ingénierie sociétaire, origination et rédaction sous notre direction, avec Xavier Rohmer (avocat associé August & Debouzy) et Pierre Briand (Aforge Finance), mai-juin 2009.

2008

« Les conflits d'intérêts chez les agences de notation », in « Les conflits d'intérêts dans les opérations de marché », ouvrage collectif sous la direction de M. le Professeur Dominique Schmidt (Univ. Strasbourg), Bulletin Joly Bourse, n° spécial, novembre 2008.

« L'investisseur averti », Mélanges Association Européenne de Droit Bancaire et Financier, tome V, 2008, sous la direction de H. de Vauplane et J.-J. Daigre, éd. Revue Banque.

2007

« La place de la volonté dans la détermination du prix de cession », in « La sortie de l'investisseur », ouvrage collectif sous la direction de MM. Th. Bonneau, E. le Dolley et H. Le Nabasque, Litec, coll. Colloques & Débats, novembre 2007 et Actes pratiques et ingénierie financière.

2006

« La loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 transposant la directive OPA du 21 avril 2004 », JCP éd. E 2006, p. 1651.

2005

« Les actions de préférence », Les Petites Affiches, numéro spécial, septembre 2005.

2004

- « Retour sur les bons dits « Plavix » émis dans le cadre de l'offre publique d'achat Sanofi-Synthélabo sur Aventis », Bulletin Joly Bourse, septembre/octobre 2004, p. 673.
- « L'encadrement juridique des activités des analystes financiers et des agences de notation », Revue de Droit Bancaire et Financier, mars/avril 2004, p. 141.

2002

- « La participation des salariés à la gestion de l'entreprise », Bulletin Joly Sociétés, juin 2002, p. 571.
- « L'application de la notion conventionnelle de procès équitable aux autorités administratives indépendantes dans le domaine économique et financier », avec S. Etoa, Revue de la Recherche sur les droits Fondamentaux, mai 2002.
- « Les droits des actionnaires », Juris-Classeur Traité, Droit des Sociétés.
- « Les pactes d'actionnaires », Juris-Classeur Traité, Droit des Sociétés.

2001

- « L'assurance-vie comme garantie du prêt ayant remboursé le compte courant d'associé », Revue Droit 21, édition en ligne.
- « La preuve du cautionnement par télécopie », Revue de Droit Bancaire et Financier, janv./février 2001, p. 32.
- « Plaidoyer en faveur de la COB et de son pouvoir de sanction », Revue Droit 21, édition en ligne (www.droit21.com).

- « Le principe d'égalité dans la société anonyme », Revue « Droit écrit » (ex revue des sciences sociales de l'Université de Toulouse), Université des Sciences sociales de Toulouse 1, résumé de thèse.
- « Nomination et statut des administrateurs », « Fonctionnement et pouvoirs du conseil d'administration », « Présidence du conseil et direction générale », Dictionnaire Joly Sociétés.

- **« Le principe d'égalité dans les infractions boursières »**, Bulletin Joly Bourse, mars/avril 2000, p. 117.
- « Les obligations d'information et de conseil des banquiers souscripteurs d'une assurance de groupe », Revue de Droit Bancaire et Financier, mars/avril 2000, p. 50.

Commentaires d'arrêts, de décisions et de textes

- Plan de vigilance : une décision en attendant...la Directive européenne, note sous TJ Paris, 28 février 2023, n° 22/53942, RD banc. et fin., mars 2023, comm. n° 61.
 - Admission de la rémunération d'un apport en nature par des BSA, note sous CA Paris, Pôle 05 ch. 09, 17 février 2022, n° 21/00370 : Rev. Sociétés 2023, n° 1, p. 31.
- 2022 **Quelle date retenir pour rendre opposable aux tiers une fusion-absorption ?** note sous Cass. com., 7 juillet 2021, n° 19-11.906, Rev. Sociétés 2022, p. 221.
 - Sort de la caution garantissant les obligations de la société créancière dissoute par voie de fusion-absorption », note sous Cass. com., 2 juin 2021, n° 19-11.313, Rev. Sociétés 2022, p. 148.
 - Chronique de droit des sociétés, avec D. Gallois-Cochet, M. Laroche et *alii*, Gazette du Palais, 5 numéros/an (« La place centrale de l'intérêt social en matière d'abus de biens sociaux », note sous Cass. crim., 17 nov. 2021, n° 20-82448 ; « Dissolution-confusion : pas de fraude sans preuve », note sous Cass. com., 25 mai 2022, n° 19-24.470 ;)
- w Effets d'une liquidation judiciaire sur la vente à terme d'obligations convertibles », note sous Cass. com., 10 février 2021, n° 18-24.443, BJS 2021, n° 3, p. 52.
 - Chronique de droit des sociétés, avec D. Gallois-Cochet, M. Laroche et *alii*, Gazette du Palais, 5 numéros/an (« L'exercice gratuit de fonctions sociales n'est pas une cause d'atténuation de la responsabilité du dirigeant », note sous Cass. com., 9 décembre 2020, n° 18-24730 ; « La possibilité pour un associé d'une société en participation de céder ses droits », note sous Cass. 3° civ, 21 janv. 2021, n° 19-23122 ; « Les sociétés sont des personnes pas tout à fait comme les autres », note sous Cass. 2° civ., 20 mai 2020, n° 20-15.098 ; « Précisions quant à l'absence de faute du gérant en matière de reconstitution des capitaux propres », note sous Cass. com., 8 septembre 2021, n° 19-23.187).

- « Abus de majorité et mise en réserve des bénéfices », note sous Cass. com., 4 novembre 2020, n° 18-20.409, Rev. Sociétés fév. 2021, p. 90.
- « La garantie de passif ne couvre pas les indemnités de licenciement pour des faits antérieurs à la cession », note sous Cass. com., 2 décembre 2020, n° 18-11.336, BJS fév. 2021, p. 21.
- 2020 « **Réaffirmation du pouvoir du gérant de SARL de céder un actif social »**, note sous Cass. Com., 24 juin 2020, n° 18-11.958, BJS oct. 2020, p. 30.
 - « Cession de droits sociaux et responsabilité du cédant », note sous CA Aix-en-Provence, ch. 3-4, 27 févr. 2020, n° 17/09825, BJS juin 2020, p. 26.

Chronique de droit des sociétés, avec D. Gallois-Cochet, M. Laroche et *alii*, Gazette du Palais, 5 numéros/an, (« Inopposabilité de l'apport partiel d'actif réalisé en fraude des droits des salariés », obs. sous CA Paris, 7 janv. 2020, n° 17/09864, Pôle 05 ch. 08, Rapport sur la responsabilité des sociétés et de leurs dirigeants en matière sociale et environnementale - Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris (HCJP) - Juin 200 ; « La clause de substitution dans les actes passés au nom d'une société en formation »)

- 2019 **« Retour sur la notion de client averti »**, note sous Cass. com., 27 mars 2019, n° 18-10.592, JCP éd. E 2019, 1434.
 - « Le règlement intérieur de la société scindée n'est pas transmis à la société bénéficiaire de la scission », note sous Cass. com., 17 octobre 2018, n° 17-16.465, Rev. Sociétés 2019, p. 482.
 - « La nullité de l'AG d'agrément des héritiers d'un associé ne peut être demandée par ces derniers », note sous Cass. com., 27 mars 2019, n° 17-23.886, Bull. Joly Sociétés 2019, p. 38.
 - « Absence de contrôle d'opportunité de la demande de convocation d'une AG de SARL », note sous Cass. com., 6 février 2019, n° 16-27.560, Bull. Joly Sociétés, mars 2019, p. 28.
 - « Coopération multilatérale en matière d'abus de marché : confirmation d'une jurisprudence qui ne dissipe cependant pas toutes les questions », note sous Cass. com., 14 novembre 2018, n° 17-12.980, Bull. Joly Bourse, janv./fév. 2019, p. 22.
 - « Expertise de gestion et convocation de l'AGO par un mandataire : rappel utile des conditions », note sous Cass. com., 24 octobre 2018, n° 16-25.297 et n° 17-12.582, Bull. Joly Sociétés, février 2019, p. 30.

Chronique de droit des sociétés, avec D. Gallois-Cochet et *alii*, Gazette du Palais, 5 numéros/an, (« Révocation pour juste motif d'un dirigeant de SAS : prime à l'intérêt social ! », note sous Cass. com., 22 novembre 2018, n° 17-11.103 ; « Sort des instances en cours en présence d'une

transmission universelle de patrimoine entre des sociétés », note sous Cass. com., 13 mars 2019, n° 17-20.252 ; « Réforme du commissariat aux comptes par la loi Pacte », « Réforme des offres publiques par la loi Pacte »).

- 2018 « Précision sur le principe de l'application de la loi pénale répressive plus douce en matière d'initiés », note sous Cass. com., 14 novembre 2018, n° 16-22.845 : Bull. Joly Bourse 2019, n° 2, p. 34.
 - « Responsabilité des prestataires de services d'investissement : pas de responsabilité sans préjudice », note sous Cass. com., 3 mai 2018, n° 16-16.809, JCP éd. E 2018, 1354.
 - « Garantie de passif : importance des déclarations dans sa mise en œuvre », note sous Cass. com., 21 mars 2018, n° 16-13.867, Bull. Joly Sociétés, septembre 2018, p. 500.
 - « Expertise de gestion et groupe de sociétés : convention conclue entre sociétés mère et fille », note sous Cass. com., 21 mars 2018, n° 16-20.879, Bull. Joly Sociétés 2018, p. 339.
 - « Précisions sur les caractères essentiels d'une obligation », note sous Cass. 2^e civ., 23 novembre 2017, n° 16-22.620, Rev. Sociétés 6/2018, p. 392.

Chronique de droit des sociétés, avec D. Gallois-Cochet et *alii*, Gazette du Palais, 5 numéros/an, (« Maintien de l'engagement de la caution en cas d'augmentation du passif de la société bénéficiaire de l'engagement suite à l'absorption de sociétés », note sous Cass. com., 28 février 2018, n° 16-18.192 ; « Pas d'obligation d'information à la charge de la banque envers la caution dirigeante pour des dettes entrées dans le patrimoine d'une société suite à l'absorption d'autres sociétés débitrices », note sous Cass. com.,28 février 2018, n° 16-18.692 ; « Libéralisation du droit au transfert de sièges sociaux au sein de l'Union européenne », note sous CJUE, gr. ch., 25 oct. 2017, n° C-106/16, *aff. Polbud* ; « Sort d'une décision de justice en cas d'apport partiel d'actifs », note sous Cass. com., 15 novembre 2017, n° 16-20168).

- « Retour sur la distinction du terme et de la condition en matière de pactes d'associés », note sous Cass. com., 20 décembre 2017, n° 16-22.099, Bull. Joly Sociétés 2018, p. 154.
- « La portée de l'opération de dissolution-confusion et l'intuitu personae », note sous Cass. com., 8 novembre 2017, n° 16-17.296, Rev. Sociétés 3/2018, p. 171.
- 2017 **Chronique de droit des sociétés**, avec B. Dondero, Gazette du Palais, 26 septembre 2017, pp. 62 à 74 (Responsabilité du dirigeant social pour insuffisance d'actif, note sous Cass. com., 14 juin 2017, n° 16-11513; Révocation du président du conseil d'administration : tentaculaire obligation de loyauté! note sous Cass. com., 21 juin 2017, n° 15-21685; Pas de nullité de l'assemblée décidant d'un « coup d'accordéon » en cas de non-respect des prescriptions relatives au rapport du commissaire aux comptes, note sous Cass. com, 15 mars 2017, n° 15-50021).
 - « Sauf convention contraire, la garantie autonome, qui ne suit pas l'obligation garantie, n'est pas transmise en cas de scission de la société bénéficiaire de la garantie », note sous Cass. com., 31 janvier 2017, n° 15-19.158, JCP éd. E 2017, n° 29, 1424.

- « En matière de sous-cautionnement, la distinction obligation de couverture et de paiement n'est pas tout à fait morte », note sous Cass. com., 8 mars 2017, n° 15-14.290, Revue des sociétés 2017, pp. 407 à 412.
- « Un projet d'offre publique peut constituer un manquement d'initié dont la répression peut opérer au-delà des frontières », note sous Cass. com., 1^{er} mars 2017, n° 14-26225, 14-26892, 14-12362 : Bull. Joly Bourse 2017, pp. 194 à 199.
- **« Absence d'obligation de mise en garde du conseiller en gestion de patrimoine »**, note sous Cass. com., 18 janvier 2017, n° 15-19.913 : JCP éd. E 2017, 1247 (4 pages).
- **Chronique de droit des sociétés**, avec B. Dondero, Gazette du Palais, 21 mars 2017, pp. 63 à 86 (L'autonomie du compte courant d'associé : salvateur rappel, note sous Cass. com., 11 janvier 2017, n° 15-14064 ; Précisions sur l'indication du prix devant figurer dans la notification de la demande d'agrément, note sous Cass. com., 11 janvier 2017, n° 15-10325 ; Retour sur le non-respect d'un dispositif informationnel dans une garantie de passif, note sous Cass. com., 25 janvier 2017, n° 15-17137 et 15-18246).
- « Confusion des patrimoines en présence d'une comptabilité certifiée et approuvée », note sous Cass. com., 27 septembre 2016, n° 14-29278, Bull. Joly Sociétés 2016, p. 745.
 - **« Clause statutaire de non-concurrence dans les SCOP »**, note sous Cass. com., 4 octobre 2016, n° 15-15.996 *in* Panorama « Concurrence interdite Concurrence déloyale et parasitisme », D. 2016, n° 42, p. 2484.
 - « Guider l'investisseur dans le paysage (parfois nébuleux) du financement participatif », commentaire guide d'information AMF/ACPR relatif au financement participatif : Bull. Joly Bourse 2016, p. 434.
 - « Le dirigeant soliveau n'en est pas moins responsable pénalement : épilogue », note sous Cass. crim., 7 juin 2016, n° 15-81023 : Bull. Joly Sociétés 2016, p. 580.
 - **« Précisions quant à la responsabilité pénale du commissaire aux apports »**, note sous Cass. crim., 6 avril 2016, Rev. Sociétés 2016, p. 616.
 - « Une SCI non immatriculée au RCS doit être traitée comme une société en participation », note sous Cass. 3^e civ., 4 mai 2016, n° 14-28243 : Les Petites Affiches, 13-14 septembre 2016, p. 11.
 - « La redoutable efficacité de la saisie-attribution du capital non libéré dans le contexte d'une procédure collective », obs. sous Cass. 2^e civ., 12 mai 2016, n° 15-13.833 : act. proc. coll., n° 12, juill. 2016, p. 1.
 - « L'éviction statutaire d'un actionnaire ne saurait être confondue avec une procédure d'exclusion », note sous Cass. com., 29 septembre 2015, n° 14-17.343, Gaz. Pal., 24 mai 2016.
 - **« De l'opposabilité des fusions au moyen des formalités de publicité »**, note sous Cass. com., 31 mars 2015, n° 14-10.120, Rev. Sociétés 2016, p. 29.

« Management fees et direction générale d'une SAS », note sous Cass. com., 25 novembre 2015, n° 14-19.685, Gaz. Pal., n° 5, 2 février 2016, p. 59.

Chronique de droit des sociétés, avec B. Dondero et F. Zattara-Gros, Gazette du Palais, du 28 octobre (obligation de loyauté dans le cession de droits sociaux, formalités entourant un « coup d'accordéon », sort de l'astreinte prononcée contre une société par la suite absorbée, abus de majorité et convention de trésorerie)), du 6 septembre 2016 (dividende prélevé sur les réserves et usufruit et droits sociaux, réserves d'un GIE et droit des membres), du 24 mai 2016 (nullité d'une vente pour vileté du prix, nullité d'une cession de droits sociaux pour dol, sanction de l'abus de sociaux), du 2 février 2016 (qualification de dirigeant de fait, prescription de l'action en responsabilité contre le commissaire aux comptes).

- 2015 « La délicate délimitation de la TUP dans un apport partiel d'actif », note sous Cass. com., 31 mars 2015, n° 14-16.339, Rev. Sociétés 2015, p. 724.
 - « L'annulation d'une assemblée générale d'une société civile est un long chemin parsemé d'embûches », note sous Cass. com., 7 juillet 2015, n° 14-18705, Gaz. Pal. du 27 au 29 septembre 2015, p. 5.
 - « Fusion de sociétés et sanctions pénales : la transmissibilité à l'absorbante se précise », note sous CJUE, 5e ch., 5 mars 2015, aff. C-343/13, Gaz. Pal. du 26 au 28 juillet 2015, p. 17.
 - **« Cumul des poursuites en matière d'abus de marché : fin de partie ? »**, note sous Cons. Constit., déc. n° 2014-453/454 QPC et 2015-462 QPC du 18 mars 2015, Gaz. Pal. du 8 au 12 mai 2015, p. 7.
 - « Fusion et responsabilité délictuelle : quand la fusion vient perturber la ronde des pains », note sous Cass. com., 3 février 2015, n° 13-25.749, Revue des Sociétés 2015, p. 579.
 - « Apport partiel d'actif et créance de dommage », note sous Cass. soc., n° 12-29.691, 18 juin 2014, Revue des Sociétés 2015, p. 26.

Chronique Banque alternative, finance solidaire, économie sociale et solidaire », RDBF, 2015, n° 1, Dossier 13.

Chronique de droit des sociétés, avec B. Dondero et F. Zattara-Gros, Gazette du Palais, du 29 novembre au 1^{er} décembre (pacte tontinier et abus de majorité), du 27 au 29 septembre (garantie de passif, apport partiel d'actif), du 26 au 28 juillet (dissolution pour mésentente entre associés, intérêt social et sûretés pour autrui) du 8 au 12 mai 2015 (exclusion d'un associé d'un GAEC, autonomie juridique des sociétés membres d'un groupe, révocation du dirigeant et réorganisation de la gouvernance sociale).

2014

« L'option d'achat de droits sociaux en cas de cessation de fonctions s'analyse en une promesse unilatérale de vente », obs. sous Cass. com. 6 mai 2014, n° 13-17.349 : AJCA 2014. 231.

« L'OPR et l'expropriation d'une collectivité territoriale de son domaine privé », note sous Cass. com., 24 janvier 2014, Bull. Joly Sociétés, avril 2014.

2013

- « La libération du capital social lors d'apports en numéraire », note sous Cass. com., 25 juin 2013, Bull. Joly Sociétés, septembre 2013.
- « Responsabilité des personnes morales : entre solutions confirmées et question nouvelle », note sous Cass. crim., 22 janvier 2013, Bull. Joly Sociétés, mai 2013, p. 356.
- « Responsabilité d'une société de gestion pour manquements au périmètre de son programme d'activité et au respect des règles de commercialisation des OPCVM », note sous déc. sanction AMF, 14 décembre 2012, Bulletin Joly Bourse, février 2013.
- « La coopération entre diverses autorités de marché nationale permet la poursuite et la sanction d'un manquement d'initié », note sous déc. sanction AMF, 28 septembre 2012, Bulletin Joly Bourse, janvier 2013, p. 13.
- **« Banque alternative, finance solidaire, économie sociale et solidaire »**, RDBF n° 3, 2013, comm. 30.

2012

- **« Manquement d'initié, l'AMF précise sa jurisprudence »**, note sous déc. sanction AMF, 28 septembre 2012, Bulletin Joly bourse, novembre 2012.
- **« Le sort des ORA en cas de coup d'accordéon »**, note sous Cass. com., 12 juillet 2012, JCP éd. E septembre 2012, p. 1571.
- **« Manquement d'un PSI à ses obligations de déclaration »**, note sous déc. Sanction AMF juin 2012, Bulletin Joly Bourse, octobre 2012, p. 429.

2011

- « Responsabilité du PSI en matière de commercialisation des contrats d'assurance-vie », note sous Cass. com., 8 mars 2011, Bull. Joly Bourse 2011, p. 500.
- « Apport partiel d'actif et réserve spéciale de participation », note sous Cass. soc., 8 décembre 2010, Bull. Joly Sociétés 2011, p. 35.
- « Titres subordonnés et procédures collectives », note sous CA Versailles, 18 novembre 2010, Actualités des Procédures Collectives, mars 2011.
- « Nouvelles précisions en matière de délit d'initié » note sous Cass. com., juillet/août 2011.

2010

« Le principe d'égalité n'est pas un principe général du droit européen », note sous CJCE 15 octobre 2009, parue au Bull. Joly Sociétés, mars/avril 2010.

« Fusion et communication financière », note sous Déc. Sanction AMF, 22 juin 2006, *aff. Eurazeo*, parue au Bulletin Joly Bourse, nov./décembre 2006, p. 776.

2004

- « Offres publiques : difficulté d'évaluation et recours des actionnaires », note sous CA Paris, 6 avril 2004, parue au Bulletin Joly Sociétés, octobre 2004, p. 1263.
- « La recommandation COB n° 2003-01 relative aux *data rooms* », Petites Affiches, 24 juin 2004, p. 13.
- « Convention de gestion de trésorerie Assouplissement des conditions juridiques d'exception au monopole bancaire », note sous Cassation commerciale, 10 décembre 2003, Bulletin Joly, mai 2004, p. 653.

2003

- « Le principe de non immixtion s'oppose à la mise en œuvre de la responsabilité d'une banque pour le financement d'activités concurrentes », note sous Cassation commerciale, 19 novembre 2002, Revue de jurisprudence commerciale, avril 2003, p. 168.
- « Le juge commet un déni de justice s'il refuse d'évaluer un dommage admis dans son principe », note sous Cassation civile 3^e, 6 février 2002, JCP édition G, II 10 014, janv. 2003, p. 187.

2002

- **« La responsabilité délictuelle du débiteur contractuel »**, note sous Cassation civile 1^e, 9 octobre 2001, Revue Droit 21, édition en ligne (www.droit21.com).
- « Le sort du dirigeant caution lors de la cession du contrôle », note sous Cassation commerciale, 29 janvier 2002, Revue de jurisprudence commerciale, octobre 2002, p. 403.

2001

- **« Secret bancaire et expertise** *in futurum* », note sous Cassation commerciale, 16 janvier 2001, Revue de Jurisprudence Commerciale, mai 2001, p. 132.
- **« La Commission bancaire et le droit au procès équitable »**, note sous Conseil d'Etat, 6 oct. 2000, Bulletin Joly Bourse, janv./février 2001, p. 37.